

Brochure n° 3201

Convention collective nationale

IDCC : 2046. – **PERSONNEL NON MÉDICAL DES CENTRES
DE LUTTE CONTRE LE CANCER**

ACCORD DU 9 FÉVRIER 2006
RELATIF AU FINANCEMENT DE L'ARTT
NOR : *ASET0650616M*
IDCC : 2046

Entre :

La fédération nationale des centres de lutte contre le cancer,

D'une part, et

La fédération de la santé publique privée et de l'éducation spécialisée
CGT ;

La fédération nationale des syndicats des services de santé et services
sociaux CFTD ;

L'union nationale des syndicats Force ouvrière des personnels des CLCC ;

La fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale
CFE-CGC ;

La fédération Sud santé sociaux,

D'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Rappel du contexte

La négociation de l'ARTT dans les centres de lutte contre le cancer a pris
place dans le cadre de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998, tant en ce qui
concerne le dispositif de négociation que le dispositif de financement.

Une négociation nationale a donc été conduite dans les CLCC, parallèle-
ment à la nécessaire négociation d'un accord pour la branche sanitaire,
sociale et médico-sociale à but non lucratif, accord qui a été signé le
1^{er} avril 1999 et intégré dans toutes ses dispositions à l'accord CLCC par son
article 2.

Deux accords nationaux ont été signés pour les CLCC définissant, d'une part, les nouvelles règles d'organisation du temps de travail et, d'autre part, le financement de l'ARTT entre l'Etat – par les aides attribuées – et les salariés :

- le 30 mars 1999 pour le personnel non praticien. Aux termes de l'article 9 de cet accord, un gel des augmentations générales a été organisé pour les années 1999 et 2000, à l'exception des salariés du groupe de rémunération A ;
- le 22 novembre 1999 pour le personnel praticien. Aux termes de cet accord, l'effort consenti pour financer la réduction du temps de travail (art. 5) prend la forme soit d'une participation financière de 2,15 % du salaire brut annuel pendant 2 ans, à mettre en œuvre à l'occasion de la prochaine prise d'échelon dans un délai maximal de 5 ans, soit – pour les praticiens ayant atteint l'échelon maximal – d'une participation de 4,30 % du salaire brut annuel résultant d'un gel des augmentations générales sur une période maximum de 5 ans.

Certains des accords locaux ARTT négociés dans chaque centre dans le cadre des 2 accords nationaux ont mis en place des mesures complémentaires de contribution des salariés au financement de l'ARTT « en fonction de leur état des lieux », comme stipulé à l'article 9.2 de l'accord national du 30 mars 1999. Compte tenu de la grande diversité de ces accords, de leur inscription dans des conventions pluriannuelles de financement avec les autorités locales de santé et de l'emploi et des clauses de retour à bonne fortune qu'ils comportent, le présent accord national s'attache uniquement aux dispositions nationales.

Les parties signataires du présent accord constatent :

- que l'évolution des rémunérations des personnels de CLCC au cours des 5 dernières années a été faible en raison, d'une part, des taux d'augmentations générales mis en œuvre et, d'autre part, de l'effort salarial consenti en 1999 et 2000 ;
- que les conditions de mise en œuvre de l'ARTT dans l'hôpital public n'ont pas fait appel à l'effort salarial de salariés de ce secteur, créant ainsi une différence de traitement qui ne peut perdurer ;
- que les modalités de financement des emplois créés dans le secteur public hospitalier pour compenser l'ARTT ont été plus favorables que dans le secteur PSPH.

En conséquence, conformément à l'article 2 de l'accord salarial 2005 (arrêté d'agrément du 29 juillet 2005, JO du 9 août 2005), les parties signataires du présent accord conviennent de prendre les dispositions de rattrapage du gel salarial consenti par les salariés des CLCC conformément aux termes des accords nationaux des CLCC.

Compte tenu des mesures appliquées en 1999 et 2000, le calcul du rattrapage du gel salarial dans les CLCC se monte à 11 075 000 € chargés.

Le rattrapage du gel salarial s'appliquant sur les barèmes nationaux en cours, la traduction de ce rattrapage de 11 075 000 € s'exprime en pourcentage de la masse salariale brute chargée en année pleine, tel que l'établit la fiche en annexe.

Article 1^{er}

Rattrapage du gel salarial des années 1999 et 2000

Personnel non praticien

Les barèmes salariaux nationaux conventionnels de tous les groupes de rémunération des personnels non praticiens, à l'exception du groupe A, sont revalorisés de 1,62 % à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Les personnels présents dans les centres à la date de l'entrée en vigueur de l'accord bénéficient de cette mesure dans la mesure où les clauses de l'accord national ARTT du 30 mars 1999 leur ont été appliquées.

Personnel praticien

Les modalités de financement de l'ARTT mises en place dans les centres en application de l'accord national du 23 novembre 1999 relatif aux praticiens prennent fin à compter de l'entrée en vigueur du présent accord conformément aux dispositifs prévus à l'article 5.2.1 et 5.2.2 de l'accord.

Article 2

Agrément

Le présent accord sera présenté à l'agrément pour son financement dans les conditions fixées à l'article 54 de la loi du 2 janvier 2002 et de ses décrets.

Article 3

Date d'application

Le présent avenant entrera en application le premier jour du mois suivant réception de la lettre d'agrément du ministère de tutelle.

Fait à Paris, le 9 février 2006.

(Suivent les signatures.)

(Voir annexe page suivante.)

Estimation gel salarial RTT 1999 et 2000 Accord national CLCC

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| BRUT SALARIAL CHARGE au 31.12.(DOMES) | 611 644 388 € | 619 755 004 € | 634 331 868 € | 651 928 667 € | 677 450 935 € | 682 912 757 € |
| Variation annuelle brute (SVT et variation effectifs) | | 8 110 616 € | 14 576 864 € | 17 596 799 € | 25 522 268 € | 5 461 822 € |

AG 1999 Taux

0.5 en avril
0.8 en décembre
0.44 en effet masse
0.86 en effet report

| | | | | |
|----------------------------------|----------------|-------------|-------------------|-------------|
| Impact AG 99 sur masse salariale | Base de départ | Effet masse | effet report 2000 | Somme |
| | 611 644 388 | 2 703 468 € | 3 272 375 € | 7 975 843 € |

AG 2000 Taux

0.5 en décembre
0.042 en effet masse
0.46 en effet report

| | | | | |
|---|----------------|---------------|-------------------|-----------------------|
| IMPACT GEL CUMULE | Base de départ | Effet Masse | Effet report 2001 | Somme |
| | 619 755 004 | 620 013 235 € | 622 853 779 € | 3 098 775 € |
| EN % MASSE SALARIALE 31 décembre 2003 (Domes) | | | | 11 074 618 € 1,62% |